

Bulletin de veille

du 4 au 8 octobre 2021

Sélection d'articles et de rapports sur
la conjoncture, les grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction – immobilier
 - Industrie – Services
 - Télécommunications
 - Transport
 - Environnement

- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

INTERNATIONAL

Inflation scares

WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FMI) 2021, octobre, pp. 45-64 (Ch.2 en pré-publication)

La pandémie de Covid puis la reprise ont déclenché de fortes fluctuations des prix dans certains secteurs. Le FMI privilégie le scénario d'une inflation plus soutenue dans les prochains mois (jusqu'à 3,6% dans les pays avancés, 6,8% dans les pays émergents) puis, à compter de mi-2022, un retour aux niveaux pré-Covid.

Mais des risques d'accélération persistent. Les simulations de plusieurs scénarios de risques extrêmes montrent que les prix pourraient accélérer nettement en cas de perturbation continue des chaînes d'approvisionnement, de fortes fluctuations des cours des produits de base et de désancrage des anticipations d'inflation. Ces dernières ne semblent pas avoir été affectées par la crise mais, par le passé, des épisodes de désancrage et de spirale inflationniste sont associés à de fortes dépréciations des taux de change dans les pays émergents et à une brusque montée des déficits budgétaires et courants. À plus long terme, la relance par la dépense publique et les chocs externes pourraient aussi contribuer à un désancrage des anticipations, surtout lorsque la banque centrale n'est pas crédible. -

<http://www.imf.org/en/publications/weo>

An uneven global rebound will challenge emerging-market and developing economies

OBSTFELD, Maurice

POLICY BRIEF (Peterson Institute for International Economics) 2021, N°21-21, octobre, 13 p.

Alors que l'économie américaine rebondit dans un contexte de fortes pressions inflationnistes et que l'Europe connaît une croissance rapide, une reprise mondiale inégale se profile. Bien que les économies émergentes et en développement conservent globalement un bon accès aux marchés des capitaux mondiaux, leur rythme relativement lent de vaccination contre le COVID-19 continuera d'entraver leur reprise économique et de peser sur leurs finances publiques.

La hausse des taux d'intérêt dans les pays riches, notamment aux États-Unis, pourrait faire basculer les pays émergents dans des crises de liquidité, voire de solvabilité. La probabilité de crises est plus élevée si les banques centrales des économies avancées agissent brusquement, surprenant les marchés. Les responsables politiques mondiaux doivent se préparer dès maintenant en renforçant les mécanismes permettant de fournir des liquidités aux pays émergents et, en cas d'insolvabilité, de restructurer leurs dettes souveraines.

<https://www.piie.com/publications/policy-briefs/uneven-global-rebound-will-challenge-emerging-market-and-developing>

Economic Outlook Q4 2021: Global Growth Is Steady As Delta Spurs Wide Regional Swings

GRUENWALD, Paul F

S&P GLOBAL RATINGS - ECONOMIC RESEARCH 2021, 28 septembre, 8 p.

Synthèse des prévisions de S&P déclinées dans les différentes notes par zone et pays. Les perspectives de croissance mondiale pour 2021 restent globalement inchangées, avec toutefois des variations importantes dans certaines prévisions régionales. Les pressions inflationnistes semblent atteindre leur point culminant. Les risques qui pèsent sur le scénario de référence proviennent des incertitudes liées à la pandémie, aux niveaux d'endettement élevés et au manque de marge de manœuvre politique dans certains pays, ainsi qu'à la trajectoire de croissance de la Chine. - <https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

Eco Perspectives - Une bonne santé sous-jacente, mais les nuages s'amoncellent

ECO PERSPECTIVES (BNP-Paribas) 2021, 4ème trim. 2021, 28 p.

Eco Perspectives propose trimestriellement une analyse conjoncturelle et des prévisions pour les principaux pays, développés et émergents. - <http://economic-research.bnpparibas.com/Views/Perspectives.aspx?Lang=fr-FR>

Eco 360 - Ombres chinoises

AURAIN, Philippe _ DESCHARD, Flore _ HENRIOT, Alain _ BLANCHET, Maël

ECO 360 (Banque Postale) 2021, octobre, 12 p.

Synthèse mensuelle de la conjoncture mondiale : grandes tendances mondiales, activité économique aux États-Unis, dans la zone euro, au Royaume-Uni, au Japon et en Chine ; prix et politiques monétaires ; marchés financiers : taux, marchés boursiers et marchés des changes.

<https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes/conjoncture-mensuelle.html>

Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : qui de l'œuf ou de la poule...

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2021, N°21-316, octobre, 41 p.

Publication de conjoncture trimestrielle rappelant les scénarii prévisionnels à court terme du Crédit Agricole pour les pays développés, les pays émergents, la politique monétaire et les marchés financiers.

<http://etudes-economiques.credit-agricole.com/site/page.php>

ECHANGES INTERNATIONAUX

Statistiques et perspectives du commerce : La reprise du commerce mondial dépasse les attentes mais elle est marquée par des divergences régionales

RAPPORT SUR LE COMMERCE MONDIAL (Organisation Mondiale du Commerce) 2021, octobre, 11 p., Communiqué de presse (point intérimaire)

Rapide bilan du commerce international de produits et de services par grandes zones géographiques et pour certains pays, accompagné de prévisions pour l'année en cours et suivante. Un communiqué est publié lors des révisions des perspectives.

→ Dans cette édition : L'OMC revoit ses prévisions à la hausse : le volume du commerce mondial des marchandises augmenterait de 10,8% en 2021 (au lieu de +8% attendu en mars) avant de ralentir à 4,7% en 2022 (au lieu de 4%) mais les risques baissiers prédominent (rebond épidémique, tensions sur les chaînes de valeur...). Si ces prévisions se vérifient, fin 2022, en comparaison avec 2019, les importations de marchandises de l'Asie seront plus élevées de 14%, celles de l'Amérique du Nord de 12%, de l'Amérique du Sud et centrale de 11%, de l'Europe de 9%, de l'Afrique de 8%, de la Communauté des États indépendants de 6%, et du Moyen-Orient de 5%. Les exportations de l'Asie auront progressé de 19%, bien au-dessus des autres régions : Amérique du Nord et Europe (+8%), CEI (+6%), Amérique du Sud (+5%), Moyen-Orient (+3%) et Afrique (+2%). - https://www.wto.org/french/res_fj/statis_fj/statis_fj.htm

ZONES EMERGENTES

International Debt Statistics 2022

INTERNATIONAL DEBT STATISTICS (Banque mondiale) 2021, octobre, 199 p.

Ce rapport publié sous différents titres depuis 1973, fournit des statistiques sur les stocks et les flux de dette extérieure de 123 pays émergents et en développement (à revenu bas à moyen), collectées dans le cadre du World Bank Debtor Reporting System. Les statistiques sont complétées par une analyse des principales tendances de la dernière année traitée.

Depuis 2019-20 la décomposition de la dette est plus détaillée (emprunts d'État, emprunts du secteur public ou parapublic (totalité des entreprises publiques et des entreprises d'État) et emprunts du secteur privé garantis par le secteur public, avec pour chaque type de dette, les types de créanciers concernés et les tombées de dette mensuelles.

→ Nouveautés de cette édition 2021 :

- Informations détaillées sur les conditions de prêt moyennes par pays créancier (montant de l'engagement, échéance, période de grâce, taux d'intérêt et élément don) et la composition en devises de l'encours de la dette. La Banque centrale est également présentée séparément dans la composition des emprunteurs avec ses titres de créance.

- Service de la dette réel différé en 2020 par chaque créancier bilatéral et les paiements mensuels projetés du service de la dette dus à tous les créanciers bilatéraux pour l'année 2021.

→ En introduction : l'impact de la crise COVID sur la dette des pays émergents.

A noter : les 10 premiers emprunteurs, définis comme ceux qui ont le plus stock de dette extérieure fin 2020, sont l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie, l'Afrique du Sud, la Thaïlande et la Turquie. En encadré: Chine, premier prêteur et emprunteur auprès des pays émergents-en développement.

→ Voir les bases en ligne : <http://data.worldbank.org/data-catalog/international-debt-statistics>

<http://data.worldbank.org/data-catalog/international-debt-statistics>

An uneven global rebound will challenge emerging-market and developing economies

OBSTFELD, Maurice

POLICY BRIEF (Peterson Institute for International Economics) 2021, N°21-21, octobre, 13 p.

Alors que l'économie américaine rebondit dans un contexte de fortes pressions inflationnistes et que l'Europe connaît une croissance rapide, une reprise mondiale inégale se profile. Bien que les économies émergentes et en développement conservent globalement un bon accès aux marchés des capitaux mondiaux, leur rythme relativement lent de vaccination contre le COVID-19 continuera d'entraver leur reprise économique et de peser sur leurs finances publiques.

La hausse des taux d'intérêt dans les pays riches, notamment aux États-Unis, pourrait faire basculer les pays émergents dans des crises de liquidité, voire de solvabilité. La probabilité de crises est plus élevée si les banques centrales des économies avancées agissent brusquement, surprenant les marchés. Les responsables politiques mondiaux doivent se préparer dès maintenant en renforçant les mécanismes permettant de fournir des liquidités aux pays émergents et, en cas d'insolvabilité, de restructurer leurs dettes souveraines.

<https://www.piie.com/publications/policy-briefs/uneven-global-rebound-will-challenge-emerging-market-and-developing>

Economic Outlook Emerging Markets Q4 2021: Vaccination Progress And Policy Decisions Remain Key To Growth

S&P GLOBAL RATINGS - ECONOMIC RESEARCH 2021, 27 septembre, 16 p.

Prévisions 2021-24 de S&P pour les pays émergents (mise à jour trimestrielle). S&P a relevé ses prévisions de croissance du PIB pour les pays émergents (hors Chine et Inde) cette année à 4,8 % contre 4,6 % précédemment, en raison d'un premier semestre plus fort que prévu et de l'accélération des déploiements de vaccins. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont : une sortie retardée de la pandémie et une transition chaotique entre des politiques ultra-accommodantes liées à la reprise et des politiques d'expansion en régime permanent généralement plus strictes.

<https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

AMERIQUE LATINE

Semiannual report of the Latin America and the Caribbean region: Recovering Growth - Rebuilding Dynamic Post-COVID-19 Economies Amid Fiscal Constraints

SEMIANNUAL REPORT (Chief Economist for the Latin America World Bank) 2021, octobre, 60 p.

Ce rapport semestriel du bureau du Chef économiste de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, passe en revue la conjoncture et les perspectives économiques de la région (chapitre 1&2) ainsi que des questions structurelles (chapitres suivants).

→ Dans cette édition :

Les coûts sociaux de la pandémie ont été dévastateurs mais la vaccination a accéléré et la reprise économique de la région est plus forte que prévu. Les prévisions de croissance 2021 ont été revues à la hausse au cours de l'été et la croissance régionale devrait atteindre 6,3% en 2021, après -6,7% en 2020. Cependant, compte tenu de la reprise robuste de ses principaux partenaires commerciaux, du niveau faible des taux d'emprunt mondiaux et de la perspective d'un nouveau super-cycle des matières premières, on pourrait espérer une croissance supérieure de +1,5 point de pourcentage. La reprise est contrainte par un ensemble de handicaps régionaux.

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11883>

ETATS-UNIS

The International Role of the U.S. Dollar

FEDS NOTES 2021, 6 octobre, billet de blog en ligne

Cette note passe en revue l'utilisation du dollar dans les réserves internationales, en tant que monnaie d'ancrage et dans les transactions internationales. Dans la plupart des cas, le dollar est la monnaie dominante et joue un rôle international démesuré par rapport à la part des États-Unis dans le PIB mondial. Cette domination, stable ces 20 dernières années pourrait être challengée à plus long terme.

<https://www.federalreserve.gov/econres/notes/feds-notes/the-international-role-of-the-u-s-dollar-20211006.htm>

CHINE

Chine : What's behind China's power shortages ? - Energy disruption adds to China's growth headwinds

PICTET

2021, 7 octobre, 5 p.

Les pénuries d'électricité en Chine ont commencé à apparaître au début de l'année 2021, mais se sont étendues récemment. Cette note revient sur les facteurs qui ont contribué à cette situation, les mesures prises par le gouvernement pour garantir un approvisionnement énergétique suffisant et analyse l'impact de ces pénuries sur la croissance et sur l'inflation. - <https://perspectives.group.pictet/macroeconomy/energy-disruption-adds-to-china-s-growth-headwinds>

EUROPE CENTRALE & ORIENTALE

Europe and Central Asia Economic Update: Competition and Firm Recovery Post-COVID-19

ECA ECONOMIC UPDATE (Banque mondiale) 2021, automne, 147 p.

Conjoncture et perspectives à court terme pour l'ensemble des pays* d'Europe centrale et orientale, Russie et Turquie comprises, précédées d'un panorama régional.

*Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République Tchèque, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kosovo, République Kirghize, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie, République Slovaque, Slovénie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Ouzbékistan.

→ Dans cette édition :

- La croissance attendue en 2021 dans la région est revue en hausse à 5,5% en 2021, elle ralentirait à 3,4% en 2022 avec l'atterrissage de la demande extérieure et des prix des matières premières ainsi que l'extinction des mesures de soutien. Par ailleurs la reprise s'est accompagnée d'une accélération rapide de l'inflation et la région reste exposée à un éventuel resserrement des conditions de financement extérieur, ainsi qu'à une forte augmentation de l'incertitude politique et des tensions géopolitiques.

- Le rôle de la concurrence dans la reprise post-Covid

La pandémie a touché inégalement les entreprises dans la région aux dépens des plus petites. Ce choc est aussi l'occasion d'une réallocation des actifs vers les entreprises les plus productives mais les conditions de concurrence pourraient freiner ce processus. - <http://www.worldbank.org/en/region/eca/publication/europe-and-central-asia-economic-update>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

Employment and Social Developments in Europe Quarterly Review

EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENTS IN EUROPE QUARTERLY REVIEW (Commission européenne) 2021, octobre, 42 p.

Rapport sur la situation et les perspectives du marché de l'emploi en Europe (contexte macroéconomique, emploi, chômage, sous-emploi, emplois non pourvus, etc.). D'abord mensuelle dans le contexte de la crise économique, cette publication est trimestrielle depuis 2011. Elle assure également le suivi des conséquences sociales du chômage et du sous-emploi (pauvreté, revenu des ménages, groupes les plus exposés, chômage de longue durée, climat social), ainsi que des évolutions liées au coût, à la durée et à la productivité du travail. Le point de conjoncture est parfois complété par des focus sur des pays et/ou des secteurs d'activité.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=120&langId=fr>

Economic Outlook Europe Q4 2021: A Faster-Than-Expected Liftoff

AMIOT, Marion _ BROYER, Sylvain

S&P GLOBAL RATINGS - ECONOMIC RESEARCH 2021, septembre, 10 p.

Point de conjoncture et perspectives à court terme pour les principaux pays de l'UE le Royaume-Uni et la Suisse. Révision à la hausse des prévisions de croissance pour la zone euro, à 5,1 % en 2021. La vigueur de la reprise a entraîné des pénuries de matériaux et une hausse des prix des matières premières, ce qui conduit à revoir à la hausse les prévisions d'inflation pour cette année à 2,2 %. - <https://www.spglobal.com/ratings/en/research-insights/economic-research/economic-research-sector>

ALLEMAGNE

Choix stratégiques de l'industrie automobile allemande

AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE _ DIRECTION GENERALE DU TRESOR

2021, octobre, 10 p.

Les trois constructeurs allemands, VW, BMW et Daimler, accélèrent leur transition vers l'électrique. Cette évolution implique une restructuration profonde de l'industrie automobile et les constructeurs ont annoncé en 2021 leur intention de s'impliquer davantage dans la filière batteries pour capter une plus grande part de la valeur d'un véhicule électrique. Ils accusent un retard important sur leurs concurrents asiatiques et américains dans la numérisation et l'automatisation mais multiplient les investissements et initiatives pour être pionniers dans la conduite autonome de niveau 4 (véhicule ne requérant aucune assistance de la part du conducteur, dans une zone géographique spécifique et dans des conditions externes favorables). Si le Bund appuie l'électrification et la numérisation de l'industrie automobile, son soutien financier s'oriente prioritairement vers l'électromobilité, en amont (3 Md€ pour la filière batteries) et en aval (4 Md€ pour l'infrastructure de recharge) de la chaîne de valeur.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/10/06/choix-strategiques-de-l-industrie-automobile-allemande>

Vers un rôle accru du CCS dans la décarbonation industrielle en Allemagne et en France

INSTITUT FRANCAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

CORNOT-GANDOLPHE, Sylvie

2021, septembre,

Analyse des politiques et projets de captage, stockage (CCS) et/ou réutilisation du carbone (Carbon Capture, Utilization and Storage – CCUS) en Allemagne et en France.

Selon l'étude les deux pays disposent d'une position géographique idéale, des compétences et des acteurs de taille pour développer les technologies de CCUS. En Allemagne, des financements dédiés à ses technologies ont été mis en place depuis mai 2021. Des projets sont entrepris pour décarboner les filières industrielles (acier notamment) et transporter et stocker le CO₂ en mer du Nord. Le pays est très avancé en matière de CCU, sa politique visant à créer une économie circulaire du carbone mais des obstacles réglementaire et d'acceptabilité demeurent pour le développement du CCS. En France, la Stratégie nationale bas carbone de 2020 (SNBC2) intègre le CCS mais de manière "trop prudente". Outre le stockage du CO₂ en mer du Nord, des projets de clusters industriels CCS, incluant le stockage dans le sous-sol français, émergent. Un cadre réglementaire sur le stockage du CO₂ a été mis en place dès 2010. Un cadre réglementaire approprié permettrait un véritable développement de la filière.

<https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/vers-un-role-accru-ccs-decarbonation-industrielle-allemande-france>

FRANCE

Après l'épreuve, une reprise rapide mais déjà sous tensions

POINT DE CONJONCTURE (Insee) 2021, 6 octobre, 55 p.

Sur le plan économique, et en particulier sur le marché du travail, l'onde de choc a été largement amortie. L'emploi salarié a ainsi dépassé son niveau d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021. Le rythme des créations ralentirait quelque peu d'ici la fin de l'année, mais au total environ 500 000 créations nettes d'emplois salariés succéderaient aux quelque 300 000 destructions nettes enregistrées en 2020.

Dans le même temps, l'activité économique retrouverait globalement – mais sans le dépasser, contrairement à l'emploi – son niveau d'avant-crise d'ici la fin de l'année. Fin 2021, la consommation retrouverait tout juste son niveau de deux ans auparavant, l'investissement le dépasserait, les exportations resteraient en retrait. En moyenne annuelle, la prévision de croissance pour 2021 (de l'ordre de +6 ¼ %, après –8,0 % en 2020) est donc inchangée par rapport au précédent Point de conjoncture.

Les contrastes sectoriels persisteraient au second semestre. L'industrie ne croîtrait que lentement : certaines branches, en particulier l'automobile, resteraient pénalisées par des difficultés aiguës d'approvisionnement. Au sein des services, l'activité suivrait un rythme de progression tendanciel dans les branches ayant déjà dépassé leur niveau d'avant-crise (information-communication, services aux entreprises). Mais elle resterait en deçà de ce niveau dans l'hébergement-restauration, les loisirs ou les transports, certains facteurs pesant de façon plus pérenne sur la demande (reprise inégale du tourisme international et des voyages d'affaires, recours plus fréquent au télétravail, etc.). - <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=119>

France - Scénario 2021-2022 : Vax, et ça repart !

BENADJAOUD, Pierre

ECO (Crédit Agricole) 2021, octobre, 23 p.

Cette note trimestrielle propose une analyse et des prévisions à deux ans sur les comportements financiers des ménages et des entreprises (crédits et placements des ménages, crédits, financements sur les marchés et placements des entreprises). La croissance du PI serait soutenue en France en 2021 comme en 2022. Avec un acquis de croissance de 4,8% à la fin du deuxième trimestre pour 2021, la croissance pourrait atteindre 6,4% en 2021. Ceci permettrait au PIB de retrouver son niveau du T4 2019 dès le T4 2021 après la contraction record du PIB en 2020 (-8%). La croissance resterait dynamique en 2022 à +3,9%.

<http://etudes-economiques.credit-agricole.com/site/page.php>

Les Français au temps du Covid-19 : économie et société face au risque sanitaire

ALGAN, Yann _ COHEN, Daniel

NOTES DU CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE 2021, N°66, octobre, 12 p.

"Au-delà de ses enjeux sanitaires et économiques, la crise liée à la pandémie de Covid-19 a mis à l'épreuve la coopération entre citoyens, gouvernements et scientifiques. Dans cette nouvelle Note du CAE, Yann Algan et Daniel Cohen proposent un retour d'expérience sur les principaux traits de la crise du Covid-19 avec une attention particulière sur le rôle de la confiance des citoyens envers autrui, envers les instances gouvernementales et envers les scientifiques." - <https://www.cae-eco.fr/les-francais-au-temps-du-covid-19-economie-et-societe-face-au-risque-sanitaire>

FRANCE _ CONSTRUCTION & IMMOBILIER

L'augmentation des investissements immobiliers des non-résidents est tirée par les expatriés

URI, Julien _ MOREL, Roxane

BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°237-6, octobre, 12 p.

Fin 2019, les non-résidents détiennent 1,5% de la surface immobilière résidentielle en France, contre 1% en 2001. La valeur de leurs actifs immobiliers s'élève à 125 milliards d'euros, soit quatre fois plus qu'au début des années 2000. Cette augmentation s'explique pour moitié par l'accroissement des surfaces détenues, et pour moitié par la hausse des prix. 42% des non-résidents détenteurs d'immobilier résidentiel sont nés en France, et "donc très vraisemblablement expatriés". Ils contribuent à près de 60% de la progression de ces investissements sur les dix dernières années. Cette évolution participe à la diversification de la provenance et de la localisation des investissements immobiliers des non-résidents. - <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

FRANCE _ INDUSTRIE

La décarbonation de l'industrie en France

BORNSTEIN, Anna _ FAQUET, Romain

TRESOR-ECO (Direction générale du Trésor) 2021, N°291, octobre, 4 p.

L'industrie représente près de 20% des émissions nationales de gaz à effet de serre (GES), principalement portées par la chimie, les minéraux non métalliques et la métallurgie. Depuis 2000, la baisse des émissions de GES de l'industrie française provient exclusivement du progrès technique incorporé dans les investissements visant à neutraliser la pollution et à améliorer les procédés de fabrication ("efficacité carbone"), la valeur ajoutée de l'industrie ayant quant à elle continué de croître tendanciellement sur cette période.

Une modélisation économétrique sur données individuelles d'entreprises entre 2013 et 2019 montre que la probabilité de réaliser des investissements de décarbonation augmente avec la taille de l'entreprise, sa productivité, sa consommation d'énergie carbonée et son inclusion dans le système européen d'échange de quotas d'émission carbone. Une fois pris en compte ces facteurs, les entreprises qui investissent davantage dans la décarbonation ne sont pas celles appartenant aux secteurs les plus émetteurs (chimie, métallurgie, minéraux non métalliques). -

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/tags/Tresor-Eco>

FRANCE _ TRANSPORT _ ENVIRONNEMENT

Bonus-malus automobile : la nécessaire évaluation

I4CE
2021, octobre, 28 p.
I4CE a développé un outil permettant d'anticiper l'effet du bonus-malus sur les ventes et les émissions des véhicules neufs. Cet outil, pour estimer ex ante l'impact du bonus-malus, vise à soutenir le développement d'outils similaires par les pouvoirs publics. Il montre que le barème actuel du bonus-malus devrait conduire à une baisse des émissions des véhicules neufs de 14% d'ici 2025, deux fois moins que l'objectif estimé à partir de la Stratégie Nationale Bas Carbone. Et ce, même en prenant en compte l'effet de la nouvelle norme européenne et en supposant un fort progrès technique. Les auteurs proposent des barèmes alternatifs pour réduire cet écart. - <https://www.i4ce.org/download/bonus-malus-automobile-evaluation-climat/>

Vers un rôle accru du CCS dans la décarbonation industrielle en Allemagne et en France

INSTITUT FRANCAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES
CORNOT-GANDOLPHE, Sylvie
2021, septembre,

Analyse des politiques et projets de captage, stockage (CCS) et/ou réutilisation du carbone (Carbon Capture, Utilization and Storage – CCUS) en Allemagne et en France.
Selon l'étude les deux pays disposent d'une position géographique idéale, des compétences et des acteurs de taille pour développer les technologies de CCUS. En Allemagne, des financements dédiés à ses technologies ont été mis en place depuis mai 2021. Des projets sont entrepris pour décarboner les filières industrielles (acier notamment) et transporter et stocker le CO2 en mer du Nord. Le pays est très avancé en matière de CCU, sa politique visant à créer une économie circulaire du carbone mais des obstacles réglementaire et d'acceptabilité demeurent pour le développement du CCS. En France, la Stratégie nationale bas carbone de 2020 (SNBC2) intègre le CCS mais de manière "trop prudente". Outre le stockage du CO2 en mer du Nord, des projets de clusters industriels CCS, incluant le stockage dans le sous-sol français, émergent. Un cadre réglementaire sur le stockage du CO2 a été mis en place dès 2010. Un cadre réglementaire approprié permettrait un véritable développement de la filière. - <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/vers-un-role-accru-ccs-decarbonation-industrielle-allemande-france>

FRANCE _ EMPLOI

Quelle relation entre difficultés de recrutement et taux de chômage ? La courbe de Beveridge en France et dans les autres pays européens

DARES
GROBON, Sébastien _ ROUCHER, Dorian _ RAMAJO, Ismaël
2021, octobre, publication en ligne

Suite à la levée des contraintes sanitaires, le marché du travail français semble retrouver sa situation d'avant crise : les difficultés de recrutement déclarées par les entreprises dans les enquêtes de conjoncture rejoignent leurs niveaux pré-crise dans la plupart des secteurs et les taux de chômage de mi-2021 et fin 2019 sont similaires. Pour représenter le lien entre les difficultés de recrutement et le chômage, les auteurs utilisent la "courbe de Beveridge", qui renseigne sur la qualité de l'appariement entre l'offre et la demande de travail, à partir d'une relation entre besoins de recrutement et chômage.

Ils montrent que de 2015 à 2019, la France se caractérise par une dégradation de la qualité de l'appariement sur le marché du travail. Cette dégradation est également à l'oeuvre, dans une moindre mesure, en Espagne et en Italie. Elle est nettement plus limitée au Royaume-Uni et en Allemagne. L'examen des indicateurs de tension publiés par la Dares et Pôle emploi depuis fin 2020, à un niveau fin (186 métiers du secteur privé) permet de montrer que la hausse des difficultés de recrutement entre 2015 et 2019 résultent moins d'un problème de formation, déjà existant, que d'un problème d'attractivité dans une trentaine de métiers.

→ En annexe : Difficultés de recrutement selon les secteurs d'activité et grille d'analyse des tensions. Les données sont téléchargeables.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/quelle-relation-entre-difficultes-de-recrutement-et-taux-de-chomage>

Indemnisation des demandeurs d'emploi en 2020 : impacts de la crise sanitaire - Une forte hausse du nombre d'indemnisables lors du confinement du printemps suivie d'une baisse à l'été

DARES RESULTATS 2021, N°54, octobre, 4 p.

Bilan annuel des indemnisations de demandeurs d'emploi par l'assurance chômage (effectif et montants, évolution du taux de couverture). Fin septembre 2018, parmi les 6,7 millions de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, 64% sont indemnisables, soit par une allocation d'Assurance chômage (57% des inscrits), soit par une allocation financée par l'État (7%). Ce nombre d'indemnisables est stable sur un an. En moyenne, au troisième trimestre 2018, 72% des indemnisables par l'Assurance chômage sont indemnisés (-1 point par rapport à 2017). Les 28% restants ne perçoivent pas d'allocation, principalement en raison de revenus d'activité trop importants pour cumuler salaire et allocation. - <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications>

FRANCE _ QUESTIONS SOCIALES

En 2019, le niveau de vie médian augmente nettement et le taux de pauvreté diminue

GUILLANEUF, Jorick _ GUIDEVAY, Yann

INSEE PREMIERE 2021, N°1875, octobre, 4 p.

Note annuelle sur les niveaux de vie en France, basée sur l'enquête Revenus fiscaux et sociaux : taux de pauvreté, niveau de vie médian, travailleurs pauvres... En 2019, en France métropolitaine, le niveau de vie médian de la population est de 22.040 euros annuels. Il augmente de 2,6% en euros constants par rapport à 2018, sa plus forte progression depuis le début des années 2000. Les 10% de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11.660 euros. Les 10% les plus aisées ont un niveau de vie au moins 3,4 fois supérieur, au-delà de 39.930 euros.

En 2019, les niveaux de vie augmentent davantage dans le bas et le milieu de la distribution. Les ménages les plus modestes bénéficient de la baisse du chômage. Les inégalités de niveau de vie diminuent nettement en 2019, après avoir fortement augmenté en 2018. L'indice de Gini est de 0,289 en 2019, comme en 2017 et après 0,298 en 2018. En 2019, 9,2 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit 1 102 euros par mois. Le taux de pauvreté s'établit à 14,6 % et diminue de 0,2 point sur un an. L'intensité de la pauvreté est quasi stable et s'établit à 19,7 % en 2019. - <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=1>

La sécurité sociale. Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale

LA SECURITE SOCIALE - COUR DES COMPTES 2021, octobre, 420+40 p.

La Cour des comptes publie annuellement son rapport sur la situation financière de la sécurité sociale. Elle présente désormais en deux temps ses analyses. Ce premier rapport examine les comptes de la sécurité sociale en 2020.

L'épidémie de Covid 19 a provoqué en 2020 le déficit le plus élevé jamais enregistré par la sécurité sociale, représentant 1,7 point de PIB. Proches de l'équilibre en 2019 et après avoir subi en 2020 un déficit d'ampleur inédite (- 39,7 Md€), les régimes obligatoires de base de sécurité sociale et le Fonds de solidarité vieillesse (FSV) connaîtront encore en 2021 un fort déséquilibre financier (- 34,8 Md€ de déficit prévisionnel). Au-delà de 2021, les perspectives d'évolution annexées au PLFSS 2022 prévoient un déficit de la sécurité sociale dans son ensemble de l'ordre de 15 Md€ à l'horizon 2024. Dès à présent, il est certain que le plafond de 92 Md€ d'autorisation de reprise de déficits par la Cades au titre des exercices 2020 à 2023, fixé par la loi du 7 août 2020, ne permettra pas de couvrir le déficit 2023. - <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/securete-sociale-2021>

FRANCE _ SAVOIR & INNOVATION

Innovation française : nos incroyables talents

RAPPORT (Institut Montaigne) 2021, octobre, 105 p.

De 2017 à 2021, la France est passée de 3 à 18 "licornes" (jeunes entreprises valorisées à plus d'un milliard d'euros). Quatre ans plus tard, en 2021, elle en compte 18. Elle est parvenue à se hisser au rang du deuxième écosystème de start-up d'Europe, derrière le Royaume-Uni (31 licornes) et à égalité avec l'Allemagne. Cette rapide évolution a été possible grâce à la mise en œuvre d'une stratégie par les pouvoirs publics pour orienter les moyens, surtout financiers, nécessaires à la croissance des start-up.

Si leur financement est désormais bien mieux assuré, la pénurie de talents demeure un défi. "L'investissement dans le capital humain doit être la priorité des années à venir pour renforcer l'écosystème français d'innovation, tout en poursuivant la mobilisation des capitaux".

En s'appuyant sur une étude quantitative menée par Accenture, s'étendant sur 10 pays, et sur "plus de 50 auditions d'acteurs privés et d'experts français et internationaux", le rapport formule neuf recommandations pour permettre à la France de devenir le pays le plus innovant en Europe et de créer davantage de start-ups à forte valeur. - <https://www.institutmontaigne.org/publications/innovation-francaise-nos-incroyables-talents>

FRANCE _ FINANCE

L'augmentation des investissements immobiliers des non-résidents est tirée par les expatriés

URI, Julien _ MOREL, Roxane

[BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°237-6, octobre, 12 p.](#)

Fin 2019, les non-résidents détiennent 1,5% de la surface immobilière résidentielle en France, contre 1% en 2001. La valeur de leurs actifs immobiliers s'élève à 125 milliards d'euros, soit quatre fois plus qu'au début des années 2000. Cette augmentation s'explique pour moitié par l'accroissement des surfaces détenues, et pour moitié par la hausse des prix. 42% des non-résidents détenteurs d'immobilier résidentiel sont nés en France, et "donc très vraisemblablement expatriés". Ils contribuent à près de 60% de la progression de ces investissements sur les dix dernières années. Cette évolution participe à la diversification de la provenance et de la localisation des investissements immobiliers des non-résidents.

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

FRANCE _ FINANCES PUBLIQUES

Projet de loi de finances pour 2022 - Rapport économique, social et financier : Perspectives économiques et des finances publiques

[PROJET DE LOI DE FINANCES : RAPPORT ECONOMIQUE, SOCIAL ET FINANCIER \(Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance\) 2021, octobre, 243 p.](#)

Le rapport économique, social et financier présente la stratégie de politique économique de la France dans le cadre du PLF 2020, les perspectives économiques et de finances publiques.

→ Le dossier thématique : L'économie après la pandémie

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/10/05/publication-du-rapport-economique-social-et-financier-plf-pour-2022>

Projet de loi de finances pour 2022 - Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE _ COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE

[2021, octobre, 197 p.](#)

En annexe au PLF, le gouvernement présente une analyse de l'impact environnemental de son budget. Ce "budget vert" offre une vision exhaustive et consolidée de l'information disponible en matière de moyens consacrés aux politiques environnementales. Il présente l'impact environnemental des crédits budgétaires et des dépenses fiscales inscrits en projet de loi de finances. La troisième partie dresse un panorama des ressources publiques et de la fiscalité à caractère environnemental, et présente les impacts de la fiscalité énergétique sur les ménages et les entreprises, à partir de modèles développés par le Commissariat général au développement durable. -

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2022>

Annexe au projet de loi de finances pour 2022 - Projets annuels de performance - Plan de relance

[2021, octobre, 112 p.](#)

Le document récapitule les crédits budgétaires affectés à la mission "Plan de relance", structurée autour de 3 programmes correspondant aux objectifs annoncés du plan de relance : Ecologie (transition écologique de l'économie : rénovation énergétique des bâtiments, évolution des modes transport, décarbonation de l'industrie, transition agricole, etc.) ; Compétitivité (renforcement de la compétitivité des entreprises avec des mesures de financement des entreprises et de soutien au développement d'activités industrielles, notamment dans des secteurs stratégiques, soutien à l'export...); Cohésion sociale (soutien de l'emploi et de la formation professionnelle notamment).

Le projet de loi de finances pour 2022 prévoit des ouvertures d'autorisations d'engagement sur la mission "Plan de relance" pour un total de 1,2 Md€. Ces ouvertures de crédits additionnels sur le budget général de l'Etat n'augmentent pas l'enveloppe du plan de relance. Le PLF 2022 prévoit également des ouvertures de crédits de paiement, pour un total de 12,9 Md€, qui permettront notamment de couvrir une part des engagements budgétaires de 2021. -

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2022/le-projet-de-loi-de-finances-et-les-documents-annexes-pour-2022>

Annexe au projet de loi de finances pour 2022 - Projets annuels de performance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

2021, octobre, 63 p.

Cette mission regroupe notamment les programmes relatifs à la prise en charge du chômage partiel, au fonds de solidarité, aux matériels sanitaires pour faire face à la crise de la covid-19. Il fournit une présentation stratégique de la mission et la récapitulation des crédits et des emplois.

<https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2022/le-projet-de-loi-de-finances-et-les-documents-annexes-pour-2022>

Dette publique : un changement de paradigme, et après ?

CREEL, Jérôme _ HEYER, Eric _ PLANE, Mathieu _ RAGOT, Xavier _ SARACENO, Francesco _ TIMBEAU, Xavier _ POIRIER, Côme POLICY BRIEF (OFCE) 2021, N°92, octobre, 18 p.

La note examine la dette publique française dans une perspective de moyen terme.

- La faiblesse des taux d'intérêt et la hausse des dettes publiques depuis dix ans ont conduit à un changement de doctrine dans la gestion des déficits publics dans le monde. Cette nouvelle doctrine ne justifie pas une hausse continue des dettes publiques mais une gestion plus contracyclique de celles-ci.

- La singularité de la période actuelle est que malgré un niveau d'endettement public très élevé en France (116% du PIB en 2021 et 114% en 2022), la charge d'intérêts payée par l'État français n'a jamais été aussi faible depuis plus de 40 ans.

- Dans la zone euro, la spécificité de la France n'est pas tant l'augmentation de sa dette publique que le recours continu à l'endettement auprès de l'étranger, qui s'est accru pendant la crise de la Covid-19.

- Dans le contexte d'une ouverture du débat public européen (propositions d'évolution des règles budgétaires européennes), une hausse de l'investissement public est possible, sans augmenter les charges d'intérêt dans le budget de l'État. "Il faut cependant distinguer les investissements (ou dépenses) publics selon leurs effets économiques".

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/policy.php>

La dette publique au XXI^e siècle : une analyse de la dynamique de la dette publique avec Debtwatch

TIMBEAU, Xavier _ HEYER, Eric _ AURISSERGUES, Elliot POLICY BRIEF (OFCE) 2021, N°93, octobre, 18 p.

Les auteurs présentent Debtwatch, une application web librement accessible développée par l'OFCE visant à permettre "une appropriation large du débat macroéconomique sur la dynamique des dettes publiques". Debtwatch permet de réaliser des simulations sur la France, les autres pays européens et sur certains pays extra-européens comme les États-Unis. Son originalité est de laisser l'utilisateur choisir une cible de dette, puis de lui permettre de constater les implications de la transition vers cette cible, à partir d'indicateurs comme le chômage, la croissance, les impôts ou encore l'inflation. Parmi les principaux résultats :

- Pour stabiliser la dette à son niveau actuel, la plupart des pays développés ont des efforts à fournir. Dans le cas de la France, cet effort est entre 1,4 et de 2,6 points de PIB dans le moyen terme.

- Un écart entre le taux d'intérêt souverain et la croissance plus négatif facilite l'objectif de stabilisation de la dette. Dans le cas de la France, cela permet de réduire l'effort fiscal de plus d'un point de PIB. De la même façon, la cible d'inflation, ou encore la réaction de la dette publique au taux d'intérêt, jouent de façon importante.

- L'ampleur des effets multiplicateurs est une autre dimension essentielle de l'analyse en influençant notamment le séquençage de la consolidation budgétaire.

- Une croissance plus soutenue allège le fardeau de la dette. À moyen terme, les mécanismes d'indexation des dépenses et des prélèvements viennent en limiter les effets. Dans le cas de la France, 1 point de croissance supplémentaire permet une réduction de l'effort fiscal de 2,5 points de PIB.

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/policy.php>

Note de conjoncture : Les finances locales. Tendances 2021 par niveau de collectivités locales

NOTE DE CONJONCTURE (Banque Postale) 2021, octobre, 28 p.

Evolution de la situation financière des collectivités locales françaises avec notamment les tendances de l'année en cours et l'évolution des recettes sur les dix dernières années.

→ Les grandes tendances pour 2021 :

- L'année 2021 serait marquée par un rétablissement de l'autofinancement des collectivités locales (leur épargne brute augmenterait de 9,4% pour atteindre 38,5 milliards d'euros) et par un rebond marqué de l'investissement qui pourrait progresser de 3,8 milliards d'euros et bouleverser le rythme traditionnel d'évolution.

- Pour financer leurs investissements (59,8 milliards d'euros, + 6,9%), les collectivités locales auraient recours à l'emprunt dans des proportions comparables à 2020, autour de 20,5 milliards d'euros.

- Leur encours de dette progresserait de 2,1% et atteindrait, avec 183 milliards d'euros à la fin 2021, 7,5% du PIB, soit le niveau moyen de la décennie précédente.

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances-locales/secteur-public-local/note-conjoncture-tendances-2021-collectivites-locales.html>

ENTREPRISE & SECTEURS

Insolvenciers : We'll be back

ALLIANZ _ EULER HERMES

2021, octobre, 18 p. (Ch.2 en pré-publication)

Après 2 ans de recul, les défaillances d'entreprises au rebond en 2022 en France (+40%) et dans le monde (+15%). Grâce à un soutien étatique massif, les défaillances d'entreprises à l'échelle mondiale ont reculé en 2020 (-12%) et devraient poursuivre sur la même tendance en 2021 (-6%). Selon Euler Hermes, elles devraient repartir à la hausse en 2022 (+15%), restant toutefois à un niveau inférieur à celui constaté avant la crise (-4%). En 2021 et 2022, les défaillances resteront à un niveau particulièrement bas aux Etats-Unis mais leur reprise sera forte dans les pays émergents. La tendance sera en revanche très hétérogène en Europe. En France, les défaillances ont reculé de -38% en 2020. Elles continueront de baisser en 2021 (-17%), avant d'enregistrer un début de normalisation en 2022 (+40%). - <https://www.eulerhermes.fr/actualites/rebond-defaillances-2022.html>

ENERGIE & MATIERES PREMIERES

International Energy Outlook 2021

ENERGY INFORMATION ADMINISTRATION

2021, octobre, 42 p.

Bilan annuel de la production et du commerce international du pétrole et du fuel et prévisions mondiales à l'horizon 2050.

En 2050, la consommation mondiale d'énergie dans le scénario de référence augmente de près de 50 % par rapport à 2020, principalement en raison de la croissance économique et démographique des pays non membres de l'OCDE, notamment en Asie. Dans ce même scénario, les émissions mondiales augmentent tout au long de la période de projection, bien qu'elles soient ralenties par les politiques régionales, la croissance des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Les augmentations de la production d'électricité devraient provenir principalement des sources de production renouvelables.

→ Voir aussi : *Nombreux graphiques et Tableaux publiés dans les annexes disponibles sur le site*

<http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/index.html>

FINANCE

Inflation : le temporaire dur dure

ARTUS, Patrick

PREVISIONS FINANCIERES (Natixis) 2021, octobre, 30 p.

Prévisions Natixis pour les marchés financiers, monétaires, obligataires et les taux de change, assorties de recommandations aux investisseurs.

→ Les tableaux de prévisions, auparavant séparés, ont été intégrés dans le document.

- Accès public : <https://research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/page?code=RESEARCH>

Strengthening the Credibility of Public Finances

FISCAL MONITOR (Fonds Monétaire International) 2021, octobre, pp. 17-40 (Ch.2 en pré-publication)

Dans le contexte de la sortie de crise au cours de laquelle la dette publique a fortement augmenté, les Etats doivent à la fois sortir progressivement des dispositifs de soutien exceptionnel, entamer un processus de restauration des comptes publics et se prémunir de la survenue de difficultés de financement de leur dette et d'un renchérissement brutal des taux d'intérêt.

Ce chapitre montre dans quelle mesure la crédibilité des programmes et institutions budgétaires est déterminante pour rassurer les financeurs et assurer la soutenabilité de la dette à long terme. Il montre notamment que lorsque les projections des prévisionnistes professionnels sont proches des annonces officielles, les charges d'emprunt peuvent baisser temporairement à concurrence de 40 points de base.

Même crédibles, l'expérience montre que ces scénarios sont soumis à de forts aléas, avec une incidence sur la dette de l'ordre de 12 et 16% du PIB sur un horizon de projection de 5 ans, en raison notamment d'une croissance décevante, du renflouement d'entreprises ou d'une dépréciation du taux de change. Les réformes structurelles (retraites), le caractère contra-cyclique de la politique budgétaire, les règles d'encadrement de la dette ou du déficit publics sont aussi des facteurs importants de crédibilité.

En annexe, une analyse empirique montre que la hausse généralisée des ratios dette/PIB et la faiblesse des taux d'intérêt, liée en partie à la faible croissance potentielle et aux politiques monétaires accommodantes, ont abouti à un affaiblissement de la relation entre les spreads de taux et les ratios d'endettement, avec à la clé une hausse de la capacité d'endettement public. - <http://www.imf.org/en/publications/fm>

La dette publique au XXIe siècle : une analyse de la dynamique de la dette publique avec Debtwatch

TIMBEAU, Xavier _ HEYER, Eric _ AURISSESGUES, Elliot

POLICY BRIEF (OFCE) 2021, N°93, octobre, 18 p.

Les auteurs présentent Debtwatch, une application web librement accessible développée par l'OFCE visant à permettre "une appropriation large du débat macroéconomique sur la dynamique des dettes publiques". Debtwatch permet de réaliser des simulations sur la France, les autres pays européens et sur certains pays extra-européens comme les États-Unis. Son originalité est de laisser l'utilisateur choisir une cible de dette, puis de lui permettre de constater les implications de la transition vers cette cible, à partir d'indicateurs comme le chômage, la croissance, les impôts ou encore l'inflation. Parmi les principaux résultats :

- Pour stabiliser la dette à son niveau actuel, la plupart des pays développés ont des efforts à fournir. Dans le cas de la France, cet effort est entre 1,4 et de 2,6 points de PIB dans le moyen terme.
- Un écart entre le taux d'intérêt souverain et la croissance plus négatif facilite l'objectif de stabilisation de la dette. Dans le cas de la France, cela permet de réduire l'effort fiscal de plus d'un point de PIB. De la même façon, la cible d'inflation, ou encore la réaction de la dette publique au taux d'intérêt, jouent de façon importante.
- L'ampleur des effets multiplicateurs est une autre dimension essentielle de l'analyse en influençant notamment le séquençage de la consolidation budgétaire.
- Une croissance plus soutenue allège le fardeau de la dette. À moyen terme, les mécanismes d'indexation des dépenses et des prélèvements viennent en limiter les effets. Dans le cas de la France, 1 point de croissance supplémentaire permet une réduction de l'effort fiscal de 2,5 points de PIB.

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/policy.php>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

Rexecode